

Découvrir les approches efficaces

L'expérimentation et la recherche en politique sociale à la SRSA

Avril 2009

DANS CE NUMÉRO

- Relation entre la littératie et la connaissance du marché du travail
- Évaluation de l'efficacité du soutien de l'État à l'égard de l'innovation en affaires
- Véritables répercussions sur l'apprentissage des adultes à faible revenu dévoilées dans le dernier rapport de *\$avoir* en banque
- Obstacles auxquels font face les élèves lorsqu'ils envisagent des études postsecondaires : fin de collecte des données de l'étude
- La sécurité du revenu pour les personnes handicapées
- La SRSA accueille un nouveau membre au sein de son conseil d'administration
- Prochaines présentations de la SRSA en Amérique du Nord

Relation entre la littératie et la connaissance du marché du travail

En mars 2009, la SRSA a publié les résultats de son projet de recherche intitulé Exploration du marché du travail (EMT), qui avait comme objectifs d'évaluer l'efficacité de l'information sur le marché du travail et d'examiner le lien entre la littératie et la connaissance du marché du travail.

De plus en plus, les Canadiens doivent prendre des décisions en matière de formation et d'éducation à diverses étapes de leur vie, puisque les employeurs sont à la recherche d'une main-d'œuvre plus qualifiée et plus instruite. C'est pourquoi les décideurs et les intervenants tentent de mieux comprendre comment la communication d'information sur le marché du travail (IMT) peut influencer les décisions des Canadiens en ce qui concerne leur éducation et leur carrière. En outre, très peu d'études se sont intéressées au rapport entre la littératie et la connaissance du marché du travail. Pourtant, ce rapport a de l'importance; pour être utile, l'IMT fournie doit être facile d'accès et simple à appliquer.

En février et mars 2008, la SRSA a recruté plus de 600 jeunes adultes dans la région d'Ottawa-Gatineau afin de participer à une série de séances en salle de classe. Au cours de ces séances tenues dans le cadre du projet Exploration du marché du travail, des techniques de collecte de données expérimentales et non expérimentales ont été utilisées. Afin de mesurer les répercussions de l'information sur le marché du travail, les participants ont été assignés au hasard soit à un groupe programme qui a regardé un diaporama sur l'IMT, soit à un groupe témoin qui a eu accès à des jeux

informatiques au lieu du diaporama. Les membres des deux groupes devaient ensuite remplir le même sondage sur la connaissance du marché du travail, puis leurs réponses ont été comparées. Compte tenu de l'assignation aléatoire des participants au groupe programme ou au groupe témoin, toute différence dans leurs réponses peut être attribuée au diaporama. Afin d'étudier à fond le lien entre la littératie et l'information sur le marché du travail, tous les participants devaient aussi se soumettre à un test en ligne d'aptitude à lire et à écrire – l'évaluation canadienne de la littératie – dans le but de mesurer leur capacité en lecture de textes schématiques, en lecture courante et en lecture de textes au contenu quantitatif. Leurs notes étaient ensuite comparées aux notes du sondage sur la connaissance du marché du travail.

Les résultats de cette expérience indiquent que le diaporama sur l'IMT a influencé de façon positive la connaissance du marché du travail. Les participants qui ont regardé le diaporama possédaient une meilleure connaissance des faits relatifs au marché du travail, étaient plus aptes à évaluer les tendances et enjeux relatifs au marché du travail et à y réagir, et semblaient avoir une opinion plus favorable du rôle de l'éducation dans la réussite sur le marché du travail. Étant donné la nature modeste de l'intervention relative à l'information sur le marché du travail utilisée pour ce projet, la présence d'impacts, même minimes, est digne de mention et tend à appuyer les initiatives en matière d'information sur le marché du travail.

En ce qui concerne la relation entre la littératie et la connaissance du marché du travail, les résultats démontrent que ces deux variables sont étroitement liées. Les participants ayant un taux plus élevé de littératie étaient au moins deux fois plus enclins à avoir aussi une grande connaissance du marché du travail; les participants ayant un taux de littératie plus faible ont obtenu des notes inférieures au sondage sur la connaissance du marché du travail.

Comme autre résultat, l'information sur le marché du travail présentée dans ce projet a eu un plus grand impact sur les personnes ayant un taux supérieur de littératie. Même après avoir visionné le diaporama, les participants ayant un plus faible taux de littératie ont obtenu des notes inférieures au sondage sur la connaissance du marché du travail que les membres du groupe témoin ayant un taux supérieur de littératie. Ce résultat laisse entrevoir que, pour les personnes ayant un taux inférieur de littératie, des formes variées d'information sur le marché du travail peuvent s'avérer plus appropriées, ou elles peuvent profiter davantage d'interventions qui accroissent la littératie avant d'obtenir de l'information sur le marché du travail.

La SRSA a conçu et mené le projet Exploration du marché du travail au nom de Ressources humaines et Développement des compétences Canada.

[Lire le rapport](#)

Évaluation de l'efficacité du soutien de l'État à l'égard de l'innovation en affaires

En janvier dernier, Jean-Pierre Voyer, président de la SRSA, et Doug Tattrie, associé principal de recherche à la SRSA, ont présenté à des universitaires et à des experts une étude sur les expériences sur le terrain et le soutien gouvernemental en matière d'innovation en affaires, dans le cadre d'une table ronde animée par Industrie Canada.

Le rendement des entreprises canadiennes en matière d'innovation est faible comparativement à celui d'autres pays du G-7. Le gouvernement du Canada a dépensé cinq milliards de dollars en 2008 afin de favoriser l'innovation en affaires, mais il s'avère difficile de comprendre si, et dans quelle mesure, l'aide du gouvernement pèse dans la balance. Par conséquent, Industrie Canada a chargé la SRSA d'effectuer une étude sur la faisabilité d'avoir recours à des expériences sur le terrain randomisées afin de vérifier l'efficacité des programmes de soutien gouvernementaux à l'innovation en affaires, ainsi qu'à la recherche et au développement (R. et D.). Les expériences sur le terrain ont rarement été utilisées en ce qui concerne les entreprises et n'ont jamais servi à mettre à l'essai les programmes de soutien en R. et D.

En raison des coûts et de la taille des échantillons, l'étude de la SRSA s'est concentrée sur les petites entreprises qui avaient déjà des activités de recherche et de développement. Pour ces entreprises, la SRSA a conclu qu'il serait faisable de mener une expérience sur le terrain dans le but d'évaluer l'effet d'une augmentation supplémentaire du Crédit d'impôt pour la recherche et le développement. La SRSA a aussi observé qu'il serait possible de mettre à l'essai de façon expérimentale les conséquences de la possibilité de recevoir une augmentation supplémentaire d'une subvention à la recherche et au développement. Les deux expériences feraient appel aux organismes gouvernementaux existants afin de réduire au minimum les coûts opérationnels et la complexité. L'efficacité relative d'un crédit d'impôt supplémentaire comparativement à une subvention additionnelle pourrait être évaluée dans le cadre d'une expérience plus vaste dans laquelle certaines entreprises auraient la possibilité d'obtenir un crédit d'impôt supplémentaire pour la recherche et le développement, tandis que d'autres entreprises auraient la possibilité de recevoir une subvention additionnelle pour la recherche et le développement.

Après la présentation de l'étude par la SRSA, les universitaires et les experts ont fait part de leurs commentaires.

Gary Burtless de la Brookings Institution a applaudi la crédibilité et la transparence des expériences sur le terrain. Il a affirmé que les méthodes de rechange ont de la difficulté à établir la causalité et à traiter l'effet de sélection. Il a ajouté que l'expérience portant sur le crédit d'impôt à la recherche et au développement, proposée par la SRSA, est mieux élaborée que l'expérience portant sur la subvention à la recherche et au développement. [Présentation de G. Burtless \(en anglais\)](#).

Guy Lacroix, professeur à l'Université Laval, était en faveur des expériences, mais a aussi proposé un concept de discontinuité par régression comme méthode de rechange pour évaluer les subventions à la recherche et au développement. Il craignait toutefois que les résultats des expériences puissent être faussés en raison des effets de propagation entre les entreprises faisant partie de l'expérience et celles qui n'en font pas partie. [Présentation de G. Lacroix \(en anglais\)](#).

Ken McKenzie, professeur à l'Université de Calgary, soutenait aussi généralement les expériences, mais il se demandait si les augmentations subites du soutien gouvernemental à la recherche et au développement auraient uniquement comme conséquence l'accroissement des salaires des chercheurs, et non du nombre de projets de recherche et de développement. Il a recommandé un examen plus approfondi des mesures fiscales générales et ayant trait à l'offre afin d'encourager la recherche et le développement. [Présentation de K. McKenzie \(en anglais\)](#).

Selon d'autres commentaires recueillis, une expérience devrait donner suffisamment de temps aux entreprises pour planifier leur utilisation du soutien gouvernemental. On redoutait qu'une expérience néglige l'effet du soutien gouvernemental pour favoriser les nouveaux acteurs sur la scène de la recherche et du développement. On s'inquiétait aussi que les entreprises reportent certains projets de R. et D. afin de profiter des stimulants temporaires de l'expérience. Cet effet pourrait faire en sorte que le soutien gouvernemental semble plus efficace qu'il ne l'est en réalité.

[Lire l'étude de faisabilité de la SRSA \(en anglais\)](#)

[Lire le résumé de la table ronde \(en anglais\)](#)

Véritables répercussions sur l'apprentissage des adultes à faible revenu dévoilées dans le dernier rapport de *\$avoir* en banque



En mars 2009, la SRSA a publié un rapport sur les résultats intermédiaires du projet des comptes individuels de développement (CID) *\$avoir* en banque. En majorant les dépôts des adultes à faible revenu dans un compte spécial, les CID sont conçus pour encourager ces derniers à épargner de l'argent afin d'accumuler des actifs importants, par exemple acheter une maison, démarrer une petite entreprise ou poursuivre leurs études, dans le but d'améliorer leur situation économique.

Dans le cadre du projet, les membres du groupe programme touchaient 3 \$ en crédits jumelés pour chaque dollar déposé dans leur compte *\$avoir* en banque. Les participants pouvaient gagner jusqu'à 4 500 \$ en crédits aux fins d'études ou de démarrage d'une petite entreprise, activités censées leur permettre d'améliorer leur bien-être économique. Ils ont aussi obtenu une formation en gestion financière afin d'accroître leurs compétences en littératie budgétaire et financière, ainsi qu'une aide en gestion de cas afin d'appuyer leurs buts en matière d'épargne. La SRSA a vérifié des hypothèses de recherche concernant les impacts de *\$avoir* en banque sur l'épargne et l'inscription aux études, entre autres résultats. Elle a eu recours à l'assignation aléatoire afin de comparer les résultats des membres du groupe programme à ceux de membres semblables du groupe témoin qui n'ont obtenu ni crédits jumelés, ni services.

La première série de résultats présentée dans le rapport indique que, au cours des 40 premiers mois, *\$avoir* en banque a peu influencé les taux d'épargne moyens dans l'ensemble. Les résultats démontrent aussi que *\$avoir* en banque n'a pas accru de façon appréciable la valeur moyenne nette. Toutefois, le projet a modifié la composition des actifs, entraînant spécifiquement des soldes plus élevés des comptes bancaires *\$avoir* en banque, des biens ménagers moins nombreux ou plus abordables, et des épargnes-retraite inférieures. On a aussi recensé des impacts positifs sur l'établissement du budget, la formation en gestion financière et la gestion de cas ayant joué un rôle important. Toutefois, rien n'indique que *\$avoir* en banque a incité les participants à emprunter et à travailler davantage, ni à se heurter à plus de difficultés.

L'autre série de résultats indique que les CID de *\$avoir* en banque ont atteint l'objectif d'encourager les adultes à faible revenu à améliorer leurs compétences. Les effets positifs sur les études étaient largement répandus chez tous les participants à faible revenu – ceux possédant uniquement un certificat d'études secondaires ou un grade universitaire, ceux qui sont nés au Canada ou les nouveaux immigrants. Qui plus est, ces effets touchaient surtout les programmes universitaires et collégiaux, et non les cours individuels. L'achèvement des programmes d'études postsecondaires est plus susceptible d'être rentable en ce qui a trait aux résultats améliorés sur le marché du travail, plutôt que l'achèvement de cours individuels ou l'obtention de diplômes d'un niveau inférieur.

Il s'agit du deuxième de trois rapports d'impacts; le dernier sera publié plus tard cette année. Le projet *\$avoir* en banque a été conçu et mis en œuvre par Social and Enterprise Development Innovations (SEDI) grâce au financement de Ressources humaines et Développement des compétences Canada. La SRSA évalue le projet. [Lire le rapport](#)

Obstacles auxquels font face les élèves lorsqu'ils envisagent des études postsecondaires : fin de collecte des données de l'étude

La SRSA et le CIRANO (Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations) viennent d'achever la phase de collecte des données dans le cadre d'une étude qui se penche sur certains des obstacles auxquels se butent les élèves avant de décider de s'inscrire ou non aux études postsecondaires (ÉPS). Financée par la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire et le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur, cette étude visait près de 1 400 étudiants dans 4 provinces canadiennes, soit en dernière année du secondaire, soit en première année de CÉGEP (collège d'enseignement général et professionnel), qui désiraient poursuivre leurs études dans les deux cas.

Les élèves et leurs parents ont répondu à des enquêtes visant à établir certaines caractéristiques clés qui influencent la participation aux études postsecondaires, telles que l'aptitude aux études, la scolarité des parents, le revenu familial et la distance entre la résidence et une université. Toutefois, cette étude va un peu plus loin que les études précédentes; elle cherche à savoir dans quelle mesure la participation aux ÉPS est influencée par les possibilités de financement proposées aux éventuels universitaires. Étant donné que les modes de financement de l'aide financière aux étudiants sont grandement fondés sur le coût net (c'est-à-dire le coût des études relativement au revenu familial), de nombreux candidats provenant de groupes défavorisés étaient uniquement admissibles à des prêts aux étudiants plutôt qu'à des bourses. Les faibles taux de participation aux ÉPS parmi ces groupes pourraient témoigner d'une réticence à s'endetter. À quel point la participation augmenterait-elle si des bourses étaient plus disponibles?

L'étude s'est attaquée à cette question à l'aide d'une méthodologie expérimentale innovatrice selon laquelle on a demandé aux participants de faire des choix réels et non hypothétiques. Par exemple, on a présenté aux participants divers modes de financement des ÉPS à temps plein (prêts ou bourses d'un maximum de 4 000 \$) et des montants d'argent considérables quoi qu'inférieurs (jusqu'à 700 \$). Ils ont été informés qu'ils seraient rémunérés à la fin de la séance pour l'un de leurs choix, sélectionné au hasard. En ne sachant pas quel choix serait sélectionné, ils pourraient être en présence de vrais enjeux; ainsi, les participants étaient fortement encouragés à révéler leur véritable préférence dans chaque cas.

L'étude a été conçue de telle sorte que les élèves qui n'étaient pas intéressés par des ÉPS choisiraient l'argent chaque fois, tandis que ceux qui envisageaient sérieusement des ÉPS mais avaient besoin d'aide financière choisiraient l'aide financière la plupart du temps, qu'il s'agisse d'un prêt ou d'une bourse. Les choix les plus intéressants sont ceux effectués par des élèves indécis, c'est-à-dire ceux qui sont plus ou moins motivés à effectuer des ÉPS, mais refusent de s'endetter. Leur volonté à investir dans les ÉPS peut varier en fonction des possibilités de financement offertes – par exemple, ils peuvent être plus susceptibles de choisir des montants inférieurs sous forme de bourses plutôt que des montants considérables sous forme de prêts. Ces décisions révèlent à quel point l'aide financière doit être généreuse pour motiver les participants au revenu restreint à investir dans les ÉPS.

La SRSA et le CIRANO espèrent publier deux rapports au cours de l'automne 2009 – l'un portant sur l'échantillon complet et l'autre, sur les élèves ontariens.

La sécurité du revenu pour les personnes handicapées

En janvier 2009, des représentants de la SRSA ainsi que d'autres experts de partout au pays ont été conviés à une table ronde sur la sécurité du revenu pour les personnes ayant une incapacité, tenue au MaRS Collaboration Centre de Toronto. Après des discussions fructueuses entre les participants à la table ronde en matinée, Karen Myers, associée de recherche principale à la SRSA, a donné une présentation sur l'élargissement de l'accès au marché du travail pour les personnes handicapées.

Il ne s'agit pas d'une question facile à aborder. Bien que plusieurs données de recherche indiquent qu'un grand nombre de Canadiens handicapés sont disposés et aptes à travailler, pendant une année donnée, moins de la moitié des personnes handicapées déclarent un emploi rémunéré. Les personnes ayant une incapacité sont appuyées financièrement grâce à un ensemble exhaustif de programmes à tous les niveaux du gouvernement, y compris le Programme de prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada (PPIRPC), la prestation de maladie de l'assurance-emploi, des régimes d'assurance privés, l'aide sociale et les programmes d'invalidité provinciaux et territoriaux, l'indemnisation des accidentés du travail, et de nombreuses dépenses fiscales pour personnes handicapées. La plupart des programmes d'indemnisation des personnes handicapées comportent de fortes contre-indications au travail; ce dernier entraîne souvent des coûts supplémentaires importants tels que le transport. En outre, le manque d'intégration entre les programmes fédéraux et provinciaux signifie que les personnes ayant une incapacité peuvent se retrouver sans revenu et sans soutien personnel lorsqu'elles font partie de la population active, y entrent ou en sortent. Mais par-dessus tout, le travail peut aussi mener à la fin de l'admissibilité à un programme, qui peut causer un grave problème si les circonstances d'une personne changent et si elle est incapable de travailler pendant une certaine période.

La SRSA a présenté quatre possibilités afin de briser les barrières et d'améliorer les soutiens nécessaires pour aider les personnes handicapées à avoir accès au marché du travail :

- prolonger la période de prestations de l'indemnité de maladie de l'assurance-emploi;
- faire en sorte que les travailleurs continuent à avoir droit aux prestations pharmaceutiques et prolongées;
- faire appel aux centres de soutien aux personnes handicapées pour offrir des services et des soutiens intégrés;
- offrir aux travailleurs des suppléments de revenu conçus pour valoriser le travail.

Étant donné les contre-indications au travail, bien ancrées dans la plupart des programmes publics de soutien au revenu, c'est la dernière possibilité (offrir des suppléments de revenu) qui a suscité le plus d'intérêt autour de la table. Cette possibilité suppose le versement d'un supplément de revenu aux personnes handicapées qui travaillent au moins 16 heures. Le supplément serait suffisamment généreux pour que le travail en vaille la peine. Il faudrait que le salaire et le supplément de revenu combinés dépassent le revenu total provenant des versements de soutien au revenu continu et qu'il défraie les coûts supplémentaires reliés au travail. La possibilité de reprendre le soutien au

revenu au besoin donne aux travailleurs ayant une incapacité de nature épisodique la marge de manœuvre et le soutien nécessaires pour entrer sur le marché du travail et en sortir à leur guise.

La table ronde a été organisée par le Planned Lifetime Advocacy Network (PLAN) et par le Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale (GTCVRS). Encouragés par les discussions de la journée, les participants ont convenu de se rencontrer de nouveau au cours de l'été 2009.

La SRSA accueille un nouveau membre au sein de son conseil d'administration



La SRSA est heureuse de compter Suzanne Herbert parmi les membres de son conseil d'administration.

Mme Herbert a mené une longue et brillante carrière dans la fonction publique de l'Ontario, travaillant auprès de divers ministères pendant plus de 25 ans. Elle a agi comme sous-ministre au ministère du Développement du Nord et des Mines, au ministère de l'Éducation et au ministère des Services sociaux et communautaires. Avant d'assumer ces portefeuilles, elle était sous-ministre adjointe des Opérations au ministère des Services sociaux et communautaires, ainsi que PDG de la Société de logement de l'Ontario.

Sa passion pour l'excellence dans l'élaboration de politiques l'a incitée à créer, au sein de la fonction publique de l'Ontario, un projet visant à promouvoir l'excellence en conception de programmes et en leadership en matière de politiques – un projet qu'elle a coprésidé avec le secrétaire du Cabinet. Elle a siégé au comité consultatif de la Queen's School of Policy Studies et a représenté le Canada, pendant plusieurs années, à la Direction de l'éducation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Mme Herbert éprouve un intérêt profond pour l'élaboration de politiques économiques et sociales ainsi que pour la corrélation entre la recherche, la politique, l'élaboration de politiques et la mise en œuvre des programmes. Maintenant à la retraite, elle donne des conférences, offre des services d'experte-conseil à temps partiel et est bénévole auprès de divers organismes.

Son conjoint et elle ont trois enfants qui, malgré leur autonomie, rentrent régulièrement au bercail pour se sustenter.

Prochaines présentations de la SRSA en Amérique du Nord

Les 4 et 5 mai. Conférence socioéconomique annuelle de Statistique Canada, Gatineau (Québec) :

- Résultats intermédiaires du projet pilote *Un avenir à découvrir*, par Sheila Currie
- Résultats finals du Projet d'innovation en emploi communautaire, par David Gyarmati.
- Résultats finals du projet de comptes individuels de développement *\$avoir* en banque, par Norm Leckie.

Le 12 mai. Symposium du Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales (CIQSS) et de la SRSA, dans le cadre du 77e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas) et de l'Université d'Ottawa, Ottawa (Ontario) :

- Améliorer l'accès aux études postsecondaires des élèves du secondaire : effets expérimentaux découlant du projet pilote *Un avenir à découvrir*, par Heather Smith Fowler.
- Évaluation d'un programme préscolaire en milieu minoritaire francophone : l'exemple d'une étude quasi-expérimentale pancanadienne avec méthodes mixtes, par Louise Legault.
- Effets d'un programme d'épargne jumelée visant à inciter les adultes à faible revenu à poursuivre des études : résultats de l'expérience à assignation aléatoire *\$avoir* en banque, par Jean-Pierre Voyer.

Du 29 au 31 mai. 43e Congrès annuel de l'Association canadienne d'économique (ACE), Toronto (Ontario) :

Séance 1 de la SRSA. Favoriser la participation aux études postsecondaires : résultats d'expériences en politique sociale

- Élargir l'accès des élèves du secondaire aux études postsecondaires : impacts expérimentaux du projet pilote *Un avenir à découvrir*, par Reuben Ford.
- Effets d'un programme d'épargne jumelée visant à inciter les adultes à faible revenu à poursuivre des études : résultats de l'expérience à assignation aléatoire *\$avoir* en banque, par Norm Leckie.

Séance 2 de la SRSA. Résultats de recherche de deux expériences sociales canadiennes

- Projet d'innovation en emploi communautaire : données et orientations futures de la recherche, par David Gyarmati.
- *\$avoir* en banque : aperçu des résultats de recherche, par Shek-Wai Hui.

Autres présentations de la SRSA

- Recours aux mesures de satisfaction de vivre en matière de recherches en politiques : résultats d'une expérience sociale canadienne d'envergure, par David Gyarmati.
- Expériences sur le terrain et programmes de soutien gouvernementaux à l'égard de l'innovation en affaires, par Doug Tattrie.

Du 31 mai au 3 juin. Congrès annuel 2009 de la Société canadienne d'évaluation (SCÉ), Ottawa (Ontario) :

- Résultats intermédiaires du projet pilote *Un avenir à découvrir*, par Sheila Currie.
- Élargir l'accès aux études postsecondaires : projet pilote *AVID C.-B.*, par Heather Smith Fowler.
- Évaluation d'un programme préscolaire en milieu minoritaire francophone : l'exemple d'une étude quasi-expérimentale pancanadienne avec méthodes mixtes, par Louise Legault.
- Savoir quand et quoi évaluer : utilisation d'évaluations de l'évaluabilité dans l'analyse des projets de la BC Healthy Living Alliance, par Barbara Dobson et Susanna Gurr.

Du 3 au 6 juin. Congrès national 2009 du Réseau canadien de développement économique de la communauté (RCDEC), Winnipeg (Manitoba) :

- Résultats finals du Projet d'innovation en emploi communautaire, par David Gyarmati.

Du 7 au 10 juin. Conférence annuelle 2009 de l'Association canadienne de santé publique (ACSP), Winnipeg (Manitoba) :

- Résultats finals du Projet de coordination de cas de l'est du centre-ville de Vancouver, par Susanna Gurr et Barbara Dobson.
- Évaluation de l'initiative Farm to School Salad Bar (buffet à salades de la ferme à l'école) : aperçu de la conception de l'évaluation et constatations préliminaires de la mise en œuvre, par Barbara Dobson et Susanna Gurr.

Les 15 et 16 juin. Atelier de recherche sur l'aide aux étudiants au Canada de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, Montréal (Québec) :

- Résultats de l'expérience *Willingness to Borrow* (volonté d'emprunter), par Jean-Pierre Voyer, Cathleen Johnson (University of Arizona) et Claude Montmarquette (CIRANO).
- Influence des bourses sur le comportement des étudiants : impacts à court terme et intermédiaires des *Fonds du savoir*, par Reuben Ford.